

## Soutenir l'emploi

**Le parcours emploi compétences :** 910 personnes dans les Landes bénéficient de ce dispositif dont plus de 300 travaillent comme accompagnateurs "vie scolaire" des enfants handicapés scolarisés.

**4 139 627 € versés par l'État en 2018 pour l'insertion par l'activité économique :** 33 structures ont bénéficié du soutien de l'État pour favoriser l'accompagnement vers l'emploi de près de 1500 personnes.

**Favoriser l'insertion des jeunes :** en 2018, 338 jeunes sont entrés dans le dispositif Garantie Jeunes et 1084 en parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie.

**Apprentissage et alternance : une hausse continue des effectifs d'apprentis depuis 2015**  
En 2018, 1504 contrats d'apprentissage ont été signés.

| Année | Nombre | évol. N-1 | CCI    | CMA     | Chambre d'agriculture | Contrats publics |
|-------|--------|-----------|--------|---------|-----------------------|------------------|
| 2015  | 1 360  | +7%       | + 10%  | + 2%    | + 15%                 | 0                |
| 2016  | 1 361  | + 4%      | + 4%   | + 3,7%  | - 13,8%               | + 82%            |
| 2017  | 1 490  | + 9,5%    | + 3,4% | + 13,7% | + 21,6%               | - 1,3%           |
| 2018  | 1 504  | + 1%      | + 0%   | - 3%    | + 19,7 %              | + 1,5%           |

## Une situation de l'emploi favorable en 2018

# - 2,4 %

Baisse des demandeurs d'emploi en catégorie A dans les Landes.

# + 18 %

de création d'entreprises en 1 an et de 13% hors microentreprises



## L'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

**PAR UN SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT : 10,8 M€ attribués par l'État sur convention pluriannuelle pour accompagner trois entreprises landaises** sous réserve du respect des programmes d'investissements et des maintiens d'effectifs ou recrutements.

**Par la préservation des emplois et de l'activité**

- Une trentaine d'entreprises en difficulté ont été accompagnées par les services de l'État.
- L'activité partielle a permis la préservation de 800 emplois et le financement de 287 000 € d'indemnisation.

### Actualité fiscale

La réforme de la taxe d'habitation. Près de 125 000 contribuables landais ont bénéficié du dégrèvement de la taxe d'habitation pour un montant total de 21 M€, sans conséquences sur les ressources des collectivités territoriales.

### Soutien aux entreprises en difficulté.

24 nouveaux dossiers ont été examinés en 2018 par la mission économique et financière de la DDFIP et ont pu donner lieu le cas échéant à un échelonnement des dettes sociales et fiscales.



# 203 000 ha

de la forêt landaise reboisés après la tempête KLAUS

L'année 2018 a marqué l'achèvement du programme décennal de reconstitution forestière. Depuis 2009, l'État a consacré 442 M€, accompagné par l'Europe et le conseil régional, au financement des actions de nettoyage et de reconstitution des parcelles sinistrées.

*Inventaire des parcelles à valoriser : plus de 50 % des espaces agricoles et forestiers recensés en 2018*



Crédit photos & cartes : Préfecture des Landes - Mise en page : esens-creation.fr - Impression Copytel - Juillet 2019



## EN 2018, LA PUISSANCE RACCORDÉE POUR L'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE EST DE 467 MW. LES LANDES EN 2<sup>E</sup> POSITION AU NIVEAU NATIONAL.

En 2018, 48 projets ont été retenus pour développer le photovoltaïque au sol et en toiture, pour une puissance installée de 153 Mwc. L'État garantit aux porteurs de projets un tarif d'achat sur une longue période.

## LA MÉTHANISATION EN DÉVELOPPEMENT

En 2018, un méthaniseur industriel a été construit sur la commune de Benesse-Maremne pour traiter 81 000 tonnes d'intrants par an. Deux autorisations ont également été délivrées en 2018 pour la construction de méthaniseurs à la ferme à Grenade-sur-l'Adour et Samadet.

## L'ÉTAT ACCOMPAGNE LES COLLECTIVITÉS POUR LA RÉALISATION DE LEURS DOCUMENTS D'URBANISME

En 2018, 1 PLUi approuvé, 15 procédures PLUi en cours et 7 schémas de cohérence territoriale (SCOT) approuvés et 3 en cours.

## PRÉVENTION DES RISQUES

### Une formation de lutte contre les pollutions maritimes organisée par les services de l'État à destination des communes littorales

Des agents des communes du littoral, des sapeurs-pompiers, des agents de la sécurité civile, du service environnement du Conseil départemental et des services de l'État ont suivi durant deux jours une formation sur les dispositifs de lutte contre une pollution maritime aux hydrocarbures sur le littoral. Cette formation a fait apparaître l'importance de l'anticipation, de la coordination et du travail en réseau à tous les niveaux, par l'organisation d'un plan de secours en cas de sinistre important.

## SÉCURITÉ ENVIRONNEMENTALE

### Lutte contre les sites illégaux :

- en matière de véhicules hors d'usages et ferraille, plus d'une vingtaine d'inspections sur des sites illégaux ont donné lieu à des rappels à la loi assorties de procès-verbaux transmis à la justice ainsi qu'à des astreintes journalières et des suspensions d'activité voire des fermetures administratives.
- en matière de déchets inertes, les services de l'État ont imposé l'évacuation de déchets déversés et la remise des sites en état sur 4 sites. Les procès-verbaux ont été transmis à la justice.

### La préservation de la qualité des eaux et de l'air.

L'inspection des installations classées mène un travail approfondi, visant à la mise en œuvre des meilleures technologies reconnues. En matière d'atteinte du bon état des masses d'eaux, 2 arrêtés préfectoraux imposant à des établissements industriels de nouveaux seuils de rejets dans les eaux compatibles avec le milieu dans lequel se font leurs rejets. Concernant les rejets dans l'air, 4 arrêtés préfectoraux ont imposé à plusieurs établissements de réduire leurs rejets en poussières.

# 2018



PRÉFET DES LANDES

Le choix a été fait cette année de réaliser une nouvelle présentation du rapport d'activité des services de l'État dans les Landes, avec l'objectif et l'ambition de vous proposer une vision plus claire et plus lisible des politiques publiques conduites dans le département.



L'action de l'État ne se résume pas en effet qu'aux seules initiatives et décisions des services préfectoraux. Toutes les administrations et tous les opérateurs publics contribuent à mettre en œuvre les décisions du Gouvernement et à soutenir ou accompagner différents projets, partout dans les Landes.

Plus encore aujourd'hui, il est nécessaire que les élus et les citoyens aient connaissance de l'ensemble des domaines d'intervention, financière ou non, de la puissance publique dans le département. Il n'y a pas de territoire négligé ou oublié par l'État.

Le sentiment d'abandon, exprimé parfois par une partie de la population, est souvent le résultat d'une perception fautive de la réalité, en décalage avec ce qui est réellement entrepris par l'État.

Il convient donc de mieux informer, d'expliquer le contenu des politiques publiques et des décisions prises par le Gouvernement.

Je rends hommage aux agents de l'État qui s'investissent dans leurs missions avec beaucoup d'énergie, de conscience professionnelle et le souci permanent de l'intérêt général.

Le département des Landes dispose de nombreux atouts pour son développement. Il nous appartient de soutenir les projets portés par les collectivités, les entreprises et les associations. Il nous revient aussi de venir en aide à celles et ceux qui rencontrent des difficultés ou qui sont fragilisés.

Le préfet  
**Frédéric Veaux**

## Sécurité

# 292 personnes mobilisées

lors des inondations de juin 2018 (sapeurs-pompiers, sapeurs-sauveteurs & gendarmes)

## Citoyenneté

# 1 858 608 €

en soutien à plusieurs projets culturels et du patrimoine dans les Landes

## Environnement

# 48 projets

photovoltaïques retenus en 2018 dans les Landes

## Economie

# 47 installations

de jeunes agriculteurs aidées par l'État dans les Landes

## Développement du territoire

# 3 999 634 M€

de l'ANRU pour le projet de renouvellement urbain

# 12 280 816 M€

de DETR pour financer 221 opérations au bénéfice des collectivités territoriales



www.landes.gouv.fr



## Sécurité routière

une année marquée par une baisse de la mortalité sur les routes du département mais, 29 personnes ont encore perdu la vie ; 166 accidents et 195 blessés ont été enregistrés.

# 29 436

infractions relevées (hors contrôle automatisé) dont 16 327 particulièrement accidentogènes (vitesse, alcool, stupéfiants, ceinture, téléphone)

7 135 vitesse

2 132 alcool

509 stupéfiants

1 485 pour non port de la ceinture

4 328 pour usage du téléphone au volant

**200 actions d'information et de sensibilisation à la sécurité routière menées en 2018** en direction des jeunes, des usagers de 2 roues, des entreprises et des seniors sur la vitesse, les conduites addictives (alcool/stupéfiants), les règles de conduite et les sanctions.

**58 MNS/CRS en soutien des MNS civils pour le secours à personne** avec en appui le détachement aérien saisonnier des hélicoptères de la gendarmerie de Cazaux, Mimizan et Bayonne.

**260 militaires de la gendarmerie en renfort des effectifs des Landes pour la sécurité des personnes en période estivale avec 9 détachements de surveillance et d'intervention et 2 détachements de proximité.**

## LES INONDATIONS

**DU 12 AU 15 JUIN 2018**

Les crues importantes de l'Adour et du Gave au mois de juin 2018 ont entraîné l'évacuation de 472 personnes.

Les services de l'État ont mobilisé :

- **142 sapeurs-pompiers** avec en renfort une équipe de secours en eaux vives de 5 pompiers du SDIS 47 et une équipe d'intervention composée de 6 pompiers du SDIS 33.
- **70 sapeurs-sauveteurs** de l'unité d'instruction et d'intervention de la Sécurité civile,
- **80 gendarmes** pour la sécurisation,
- **2 hélicoptères** de la gendarmerie et de la sécurité civile,

**50 communes ont été reconnues en état catastrophe naturelle.**

## LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE

Dans les Landes, le nombre de faits constatés est relativement stable par rapport à l'année 2017, malgré une légère hausse des atteintes aux personnes liée notamment à la libération de la parole des victimes dans le cadre des affaires familiales.

- **Atteinte aux biens** : le taux de criminalité pour 1000 habitants s'élève à 24,12‰ (32,8‰ au niveau national).
- **Atteintes aux personnes** : le taux de criminalité pour 1000 habitants s'élève à 5,82‰ (9,34‰ au niveau national).
- **vidéoprotection** : 1058 caméras autorisées par la commission départementale de vidéoprotection.

**Plusieurs dispositifs mis en œuvre ou poursuivis en 2018 :**

- la police de sécurité du quotidien,
- le protocole de prévention des violences commises à l'encontre des sapeurs-pompiers,
- l'application "Vigie entreprise" pour la protection des commerçants contre les délits commis à leur rencontre,
- les opérations «tranquillité vacances» avec le renforcement du partenariat entre les polices municipales et les forces de sécurité de l'État.



## SÉCURISATION DES GRANDS RASSEMBLEMENTS ET DES SITES TOURISTIQUES

En 2018, 73 grands rassemblements et sites touristiques ont été sécurisés dans le département. Les militaires de la mission Sentinelle sont venus à l'occasion de 5 événements (féries de Dax, fêtes de la Madeleine, Ronde des Sables, vente au déballage et Quicksilver pro à Hossegor).

## LUTTE CONTRE LA RADICALISATION

une mission permanente de veille, de repérage et de lutte par les services de l'État.

**42 actions financées pour un montant de 171 435 €** ont été menées dans le cadre de la lutte contre la délinquance et la radicalisation.

## LES DOUANES ONT PROCÉDÉ DANS LES LANDES À LA SAISIE DE :

- 1,7 tonne de cannabis,
  - 922 kg de précurseurs permettant la fabrication de plus de 60 kg d'amphétamines,
  - 117 500 articles de contrefaçon,
  - 167 900 € saisis dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux,
  - 25 kg de tabacs de contrebande,
  - 277 000 € de droits et taxes redressés.
- 25 entreprises landaises ont bénéficié de conseils personnalisés.**

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- **867 contrôles et près de 2500 prélèvements** pour analyse, qui ont donné lieu à 55 procès-verbaux, 91 mises en demeure et 8 fermetures administratives.
- **4 300 certificats sanitaires** délivrés pour exporter les animaux ou les produits alimentaires hors de nos frontières.

# Favoriser le développement équilibré des territoires

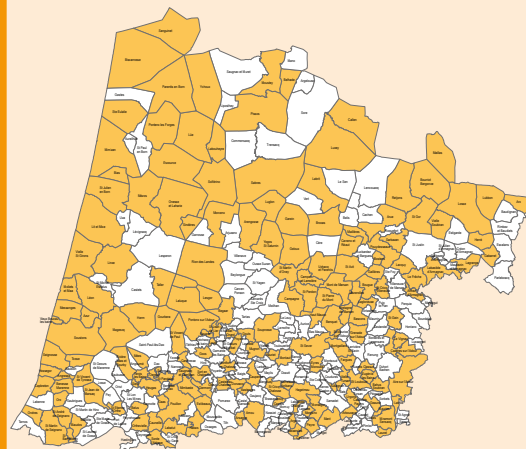
Le soutien financier de l'État pour les projets d'investissement des collectivités locales s'élève en 2018 à 17,6 M€, soit une hausse des aides à l'investissement de + 15,24% dans le département sur la période 2016/2018.

**L'année 2018 a confirmé la volonté de l'État d'accompagner toutes les collectivités, urbaines ou rurales, dans leurs projets d'investissement pour faire face aux défis écologiques, économiques, numériques et démographiques.**

# 12,28 M€

de dotation d'équipement des territoires ruraux ont permis de financer 221 projets d'investissements des collectivités territoriales.

*Département des Landes couverture DETR*



Communes couvertes par la DETR en 2018

**3 007 386 M€ de dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour le financement de 8 opérations structurantes** dont l'aménagement du complexe sportif de barbe d'Or à Mont-de-Marsan, la requalification de la place du marché à Sanguinet, l'aménagement du centre bourg de Castets ou les travaux du stade Boyau à Dax.

**14 projets ont bénéficié du Fonds national pour l'aménagement et le développement du territoire (FNDAT) pour un montant de 781 628 €** dont les études relatives à la stratégie de lutte contre l'érosion (Capbreton, Vieux Boucau), à l'aménagement durable des stations (Soustons, Moliets, Seignosse) ou du courant d'Huchet.

## UNE ANNÉE 2018 MARQUÉE PAR L'INITIATION DE DÉMARCHES CONTRACTUELLES NOUVELLES AVEC LES SIGNATURES

- de deux conventions "Action Coeur de ville" avec Dax et Mont-de-Marsan,
- d'un 5<sup>ème</sup> contrat de ruralité avec Mont-de-Marsan Agglomération.

**Au titre des contrats de ruralité, 18 opérations ont été financées par la DSIL pour 1 556 394 M€,** notamment l'aménagement du centre bourg de Pissos, l'acquisition d'une friche sur la commune de Garein, la construction d'un bâtiment à énergie positive à Vielle Tursan ou la crèche multi-accueil par la communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans.

## LE SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AU PUBLIC (SDAASP), arrêté le 22 mai 2018, définit un programme de 40 actions, autour de 4 orientations prioritaires :

améliorer la mobilité des usagers et des services, conforter l'offre de soins et l'attractivité pour les professionnels de santé, renforcer l'accessibilité des services au quotidien et développer les services pour plus de solidarité et l'accès à ces dispositifs.



SHÉMA DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES PUBLICS Accès aux services publics et aux démarches par internet dans les Landes

## LES MAISONS DE SANTÉ PLURIDISCIPLINAIRES (MSP)

pour un exercice coordonné répondant aux besoins des professionnels de santé et des usagers. A ce jour, le département des Landes compte 18 maisons de santé opérationnelles.

## LA POLITIQUE EN FAVEUR DU DÉPLOIEMENT DU NUMÉRIQUE

Le programme d'aménagement numérique du territoire d'ici 2025 représente un investissement de l'ordre de 176 M€. Dans le cadre de la première phase du programme, l'État s'est engagé, au titre du plan national France Très Haut Débit, à participer à hauteur de 37 M€ au développement de la fibre optique dans les Landes (**41,8 M€ au total en rajoutant la montée en débit et l'aide à l'inclusion numérique**).

## L'ÉTAT SE MOBILISE EN FAVEUR DES HABITANTS DES QUARTIERS PRIORITAIRES

**34 associations ont bénéficié d'un soutien financier de l'État de 320 000 €** pour la réalisation de plus de 80 projets en faveur des habitants des quartiers prioritaires. **L'État a mobilisé 16 entreprises à travers la charte "Entreprises et Quartiers"**, afin qu'elles mettent en œuvre un



ensemble d'actions contribuant au développement économique, social et culturel des quartiers. Près de 40 femmes des quartiers prioritaires parmi les 56 accompagnées ont pu bénéficier d'une sortie positive vers un emploi ou une formation.

## 3 999 634 M€ DE L'ANRU POUR LE PROJET DE RENOUELEMENT URBAIN

des quartiers du Peyrouat à Mont-de-Marsan et de La Moustey à Saint-Pierre-du-Mont. La convention pluriannuelle du nouveau programme national de renouvellement urbain a été signée le 13 novembre 2018.

## 88 SIGNALEMENTS DÉPOSÉS AU PÔLE DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE

ont donné lieu à 44 arrêtés préfectoraux dont 32 arrêtés pour insalubrité, 9 logements considérés comme impropres à l'habitation et deux arrêtés relatifs à un danger sanitaire ponctuel. **Accès au logement des publics les plus vulnérables** 158 logements attribués à des ménages en situation précaire dans le cadre de la réserve préfectorale. 37 ménages ont été relogés et 9 ont refusé le logement proposé.

## AIDES À LA PIERRE : 6 563 474 M€ DE L'ÉTAT POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

- **Dans le parc public, en 2018, 718 nouveaux logements locatifs sociaux ont été agréés** dont 194 à destination des plus fragiles. L'État a consacré directement 1 413 600 M€ à ce financement. Les aides directes et indirectes ont généré 88 M€ de prévisions de travaux.
- **Dans le parc privé, plus de 620 logements ont bénéficié de 5 149 874 M€ de subventions de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).** Ces aides ont généré 9,8 M€ de travaux.

# Citoyenneté et solidarité

# 4,9 M€

pour l'accompagnement de 3 300 majeurs placés sous mesure de protection judiciaire

# 4 M€

de l'Etat en 2018 pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans abri ou mal logés Au 31 décembre 2018, le parc d'hébergement et de logement adapté était de 1 084 places.

## ACCUEIL DES MIGRANTS : 2,8 M€ D'AIDES FINANCIÈRES DE L'ÉTAT EN 2018 POUR L'HÉBERGEMENT ET LES DEMANDEURS D'ASILE

- 173 places de centre d'accueil et d'orientation,
- 20 places d'hébergement d'urgence et de 271 places de centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA).

## PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

**476 259 € de subvention de l'État** pour le fonctionnement de la maison départementale du handicap. **Accessibilité** : sur les 799 dossiers instruits en 2018, 770 ont reçu un avis favorable. Depuis le 27 septembre 2015, 1 278 agendas d'accessibilité programmés ont été déposés.

## VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Un nouveau dispositif d'accompagnement psychologique des femmes victimes a été créé au sein de l'ADAVEM. 90 femmes en ont déjà bénéficié. 300 professionnels de santé hospitaliers et libéraux ont été sensibilisés à la problématique de ce type de violences pour un meilleur repérage des situations.

## CULTURE ET PATRIMOINE

**1 858 608 € D'AIDES FINANCIÈRES DE L'ÉTAT** qui a soutenu plusieurs projets culturels et patrimoniaux dans les Landes.

## FAVORISER LA PRATIQUE DU SPORT DANS LES TERRITOIRES

448 816 € de crédits du centre national pour le développement du sport (CNDS). Le CNDS a également permis le financement de 31 emplois aidés, pour un montant de 373 700 €.

## SOUTIEN FINANCIER DE L'ÉTAT DE 418 467 € AU MILIEU ASSOCIATIF

En 2018, 132 associations ont grâce au fonds départemental de la vie associative.

## 709 VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE EN 2018

dont 478 qui ont démarré leur mission pendant l'année. 86 structures sur le département ont reçu un agrément.

## LA RÉFORME DE LA GESTION DES LISTES ÉLECTORALES

entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019 du répertoire électoral unique (REU) géré par l'INSEE. Cette réforme facilite l'inscription des citoyens sur les listes électorales. Ce dispositif a été utilisé pour la première fois à l'occasion des élections européennes en mai 2019.

## CRÉATION D'UNE COMMUNE NOUVELLE

Morcenx-la-Nouvelle (regroupant Morcenx, Arjuzanx, Garrosse et Sindères). Le département compte désormais 327 communes.